

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur – Fraternité – Justice

Ministère de L'Economie et des Finances
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique



RAPPORT
SUR LES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

1^{er} mai au 31 octobre 2007

Janvier 2008

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
1. Recettes	4
1.1. Recettes fiscales	5
1.1.1. Ecart entre Recettes fiscales prévues et perçues	5
1.1.2. La répartition des performances par nature	6
1.2. Recettes non fiscales et dons	8
2. Dépenses	11
2.1. Dépenses de fonctionnement	11
2.2. dépenses d'investissement	13
3. Solde	13
4. Financement	15
3.1. Financement intérieur	15
4.2. Financement extérieurs	15
4. Classification fonctionnelle	17
4.1. Classification générale	17
5.2. Dépenses de lutte contre la pauvreté	18

Graphiques :

Graphique 1 : Recettes totales (pétrole et dons compris)	4
Graphique 2 : Ecart entre les recettes fiscales prévues et réalisées	5
Graphique 3 : Performances détaillées des recettes fiscales	6
Graphique 4 : Evolution des recettes fiscales durant la période	7
Graphique 5 : Performance globale des recettes non fiscales et dons	8
Graphique 6 : Performance détaillée des recettes non fiscales et dons.....	9
Graphique 7 : Evolutions des recettes non fiscales durant la période	10
Graphique 8 : Evolutions des dépenses et prêts nets	11
Graphique 9 : Performances des dépenses de fonctionnement	12
Graphique 10 : Evolution des dépenses de fonctionnement	12
Graphique 11 : Evolution des dépenses d'investissement	13
Graphique 12 : Comportement des soldes	14
Graphique 13 : Evolution mensuelle du solde	14
Graphique 14 : Comportement de financement intérieur	15
Graphique 15 : Financement extérieur et prévision	16
Graphique 16 : Résultats pour les principales fonctions	17
Graphique 17 : Exécution des dépenses de lutte contre la pauvreté	18

Annexes

Annexe 1 : Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE)(haut de la ligne)	19
Annexe 2 : Compte pétrolier et bas de la ligne du TOFE	20

INTRODUCTION

La Mauritanie s'est qualifiée en 2005 au titre de l'initiative de l'annulation de la dette multilatérale, sous réserve du suivi de certaines mesures correctrices durant les six premiers mois de 2006.

Dans ce cadre le gouvernement Mauritanien s'est engagé entre autres à élaborer un rapport trimestriel des opérations financières de l'Etat (administration centrale) et un tableau mensuel de ces opérations extrait de la balance générale des comptes de l'Etat. Ce rapport a été régulièrement produit jusqu'en 2007 où les événements politiques (Elections, passation du pouvoir) ont provoqué un certain retard. Afin de tenir compte du changement de gouvernement le ROFE (rapport des opérations financières de l'Etat) du premier trimestre a été étendu pour couvrir le mois d'avril. Le nouveau gouvernement élu a adopté un décret d'avances en attendant de faire voter une loi de finances rectificative tenant compte de la nouvelle restructuration des ministères et de ses priorités politiques, ce qui a rendu plus difficile le suivi des dépenses durant les premiers mois de son installation. Cela a provoqué un retard dans l'élaboration du rapport ROFE du 2^{ème} et du 3^{ème} trimestre qui ont été fondus dans le rapport actuel qui couvre la période du 1^{er} mai au 31 octobre 2007.

Ce rapport synthétise l'exécution budgétaire au cours de la période du 1^{er} mai au 31 octobre 2007. Il décrit l'évolution des grandeurs budgétaires d'un mois à l'autre et mesure les performances par rapport à la projection linéaire de l'objectif de l'année.

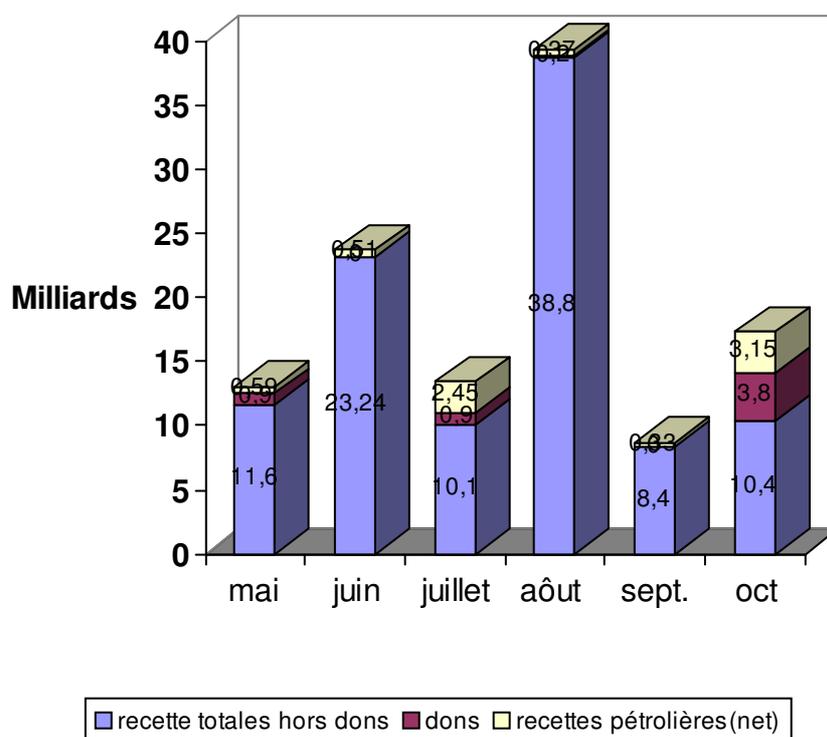
Il prend aussi en détail les dépenses de l'Etat, qui sont analysées tout d'abord selon la classification standard (économique), et ensuite selon la nomenclature fonctionnelle d'où sont isolées les dépenses orientées vers la lutte contre la pauvreté qui sont ainsi quantifiées.

1. Recette

Les recettes totales de l'Etat de la période du 1^{er} mai au 31 octobre 2007 s'élèvent à 115.6 milliards UM, dont 52.7 milliards UM sont des recettes fiscales. Le montant de ces recettes excède légèrement l'objectif de la période qui est de 113.72 milliards (rappelons que la comparaison est ici faite avec la projection linéaire des objectifs de l'année contrairement à ce qui est habituel et qui consiste à comparer les réalisations avec des prévisions qui tiennent compte des tendances périodiques de l'année). L'évolution des recettes totales a été marquée par une perturbation significative d'un mois à l'autre. Cette perturbation est due au versement annuel de la compensation de l'union européenne couvrant en partie l'exploitation des ressources halieutiques par les bateaux de l'Union et s'est élevée à 39.3 milliards UM. Le mois de juin a lui aussi été marqué par d'importantes recettes 23.8 milliards dont 8.1 milliards correspondent à la dividende de la SNIM.

La période observée se caractérise aussi par une baisse des recettes pétrolières qui n'ont atteint que 7.4 milliards UM alors que l'objectif escompté était de 15.2 milliards UM. Cette baisse des recettes pétrolières est due à une baisse considérable de la production pour des raisons techniques (cf. rapport pétrole www.tresor.mr), notamment le problème du puits C45 durant le mois de juin, et les fluctuations (surge) au niveau des lignes de production (flowlines) et des changeover des compresseurs (B et C) durant le mois de septembre.

Graphique 1: Recette totales (pétrole et dons compris)



Le graphique 1 met en évidence les inégalités de la répartition des recettes de l'Etat durant la période (du 1^{er} mai au 31 octobre), et en particulier la hausse des recettes de l'Etat pour le mois d'août.

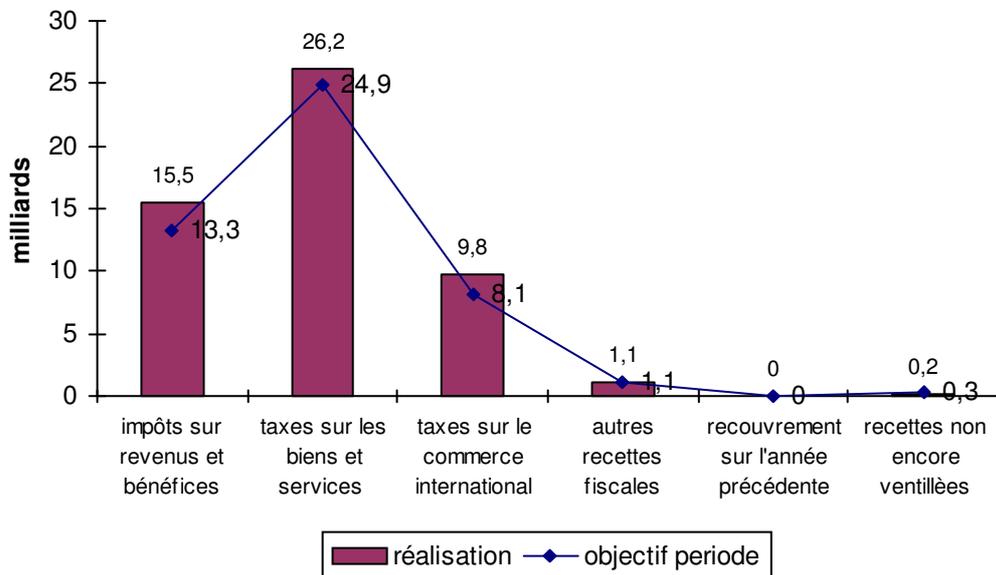
1.1. Recettes fiscales

Le total des recettes fiscales de cette période s'élève à 52.7 milliards UM, alors que l'objectif ne se situait qu'à 47.4 milliards UM ; soit en excédent de 5.3 milliards UM. Cette performance est probablement due à une intensification de l'activité économique et aux efforts des recouvrements.

1.1.1 Ecart entre recettes fiscales prévues et perçues

Un meilleure maîtrise du suivi des recettes fiscales à permis d'augmenter sensiblement l'effort de recouvrement sans pour autant que cela ne se traduise par des avances sur les recettes des mois suivants.

Graphique 2 : Ecart entre les recettes fiscales prévues et réalisées



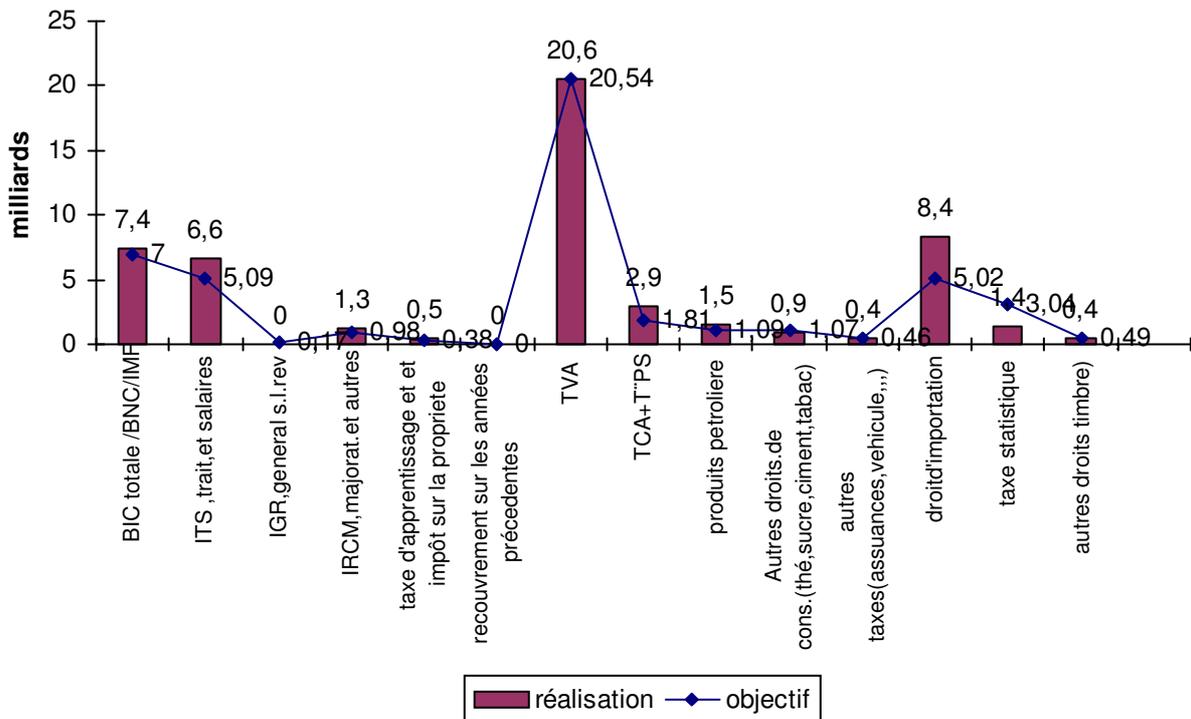
L'évolution des performances des différentes rubriques des recettes fiscales montre qu'elles ont atteint ou dépassé l'objectif de la période hors recettes non encore ventilées (graphique2). En effet, les postes qui ont largement dépassé l'objectif de la période sont : les « impôts sur revenus et bénéfices » ; les « taxes sur les biens et services » ; les « taxes sur le commerce international ».

Quant aux « autres recettes fiscales » et le « recouvrement sur les années précédentes » ils correspondent exactement aux prévisions alors que « les recettes non encore ventilées » se situaient à 0.1 milliards en dessous de la prévision. Ces bonnes performances sont le résultat des efforts consentis par toutes les directions concernées (Trésor, Impôts, Douane, Domaine, Pêche, Mines) dans le but d'assurer une meilleure exécution du budget de l'Etat en recettes ce qui s'est réalisée grâce à un suivi méticuleux des opérations ainsi qu'à l'allégement des procédures administratives.

1.1.2 La répartition de performances par nature

Une analyse plus détaillée des recettes fiscales permet d'affiner leurs performances par nature, et elle se présente comme suit :

Graphique 3: performances détaillées des recette fiscales



A partir du graphique, les postes qui constituent les recettes fiscales ont dépassé ou atteint l'objectif de la période en majorité sauf le cas des : « droits de consommation », « taxe statistique » et « autres droits de timbre ».

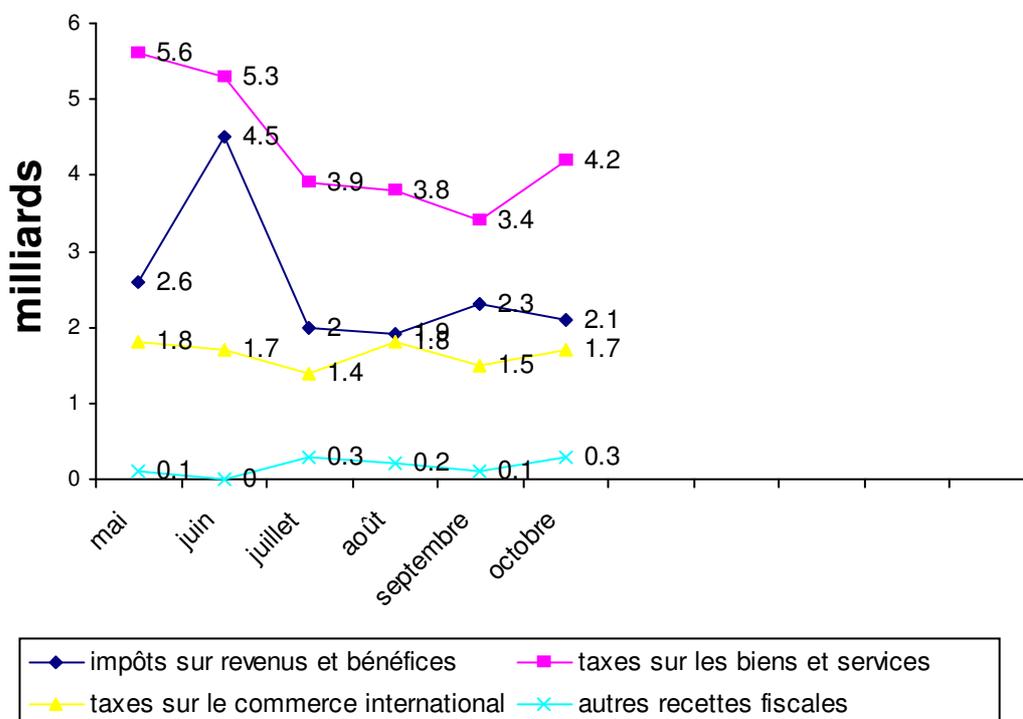
Les principales rubriques constituant les recettes fiscales peuvent être classées en trois grandes catégories selon leur degré de contribution. Le premier groupe est constitué uniquement de la TVA, qui a rapporté à elle seule 38% des recettes fiscales. La TVA intérieure collectée par la DGI, qui est restée au même niveau pour les deux premiers mois de la période et qui est arrivée à son apogée le mois de juillet mais qui s'est

rabaissée en août (vacances) pour remonter les deux mois suivant. Quant à la TVA collectée au cordon douanier, elle a suivi presque le même rythme, en arrivant à son maximum en juin, pour commencer à onduler par la suite.

Le second groupe constitués de recettes dont l'apport est moins important s'est comporté comme suit : Les impôts sur les revenus et bénéfices (collectés essentiellement par la DGI) comportent le BIC qui a atteint son maximum en juin pour baisser pendant le reste de la période, Cela est principalement dû au ralentissement de l'activité commerciale (vacances). L'ITS a représenté (12%) des recettes fiscales et était relativement stable durant la période. Les impôts sur le commerce international collectés par la DGD comprennent le droit fiscal à l'importation (15.8%) et ils étaient en général régulier tout au long de l'année car il dépendent directement de l'activité d'importation, obéissant à un rythme annuel quasi-constant.

Une dernière catégorie est constituée de : « taxe sur les biens et services » qui se compose de « TCA+TPS » (5.5%), de « Taxes sur les produits pétroliers » (2.8%), des droits de consommation (1.7%), d'autres taxes (assurance, véhicule.) (0.7%. et enfin d' « Autres recettes fiscales » qui regroupent « la taxe d'apprentissage » (0.9%) et les droits de timbre (0.7%). L'IRCM (2.4%), taxe statistique 2.6%.

Graphique 4: Evolutions des recettes fiscales pour la période du 1er mai au 31 octobre 2007



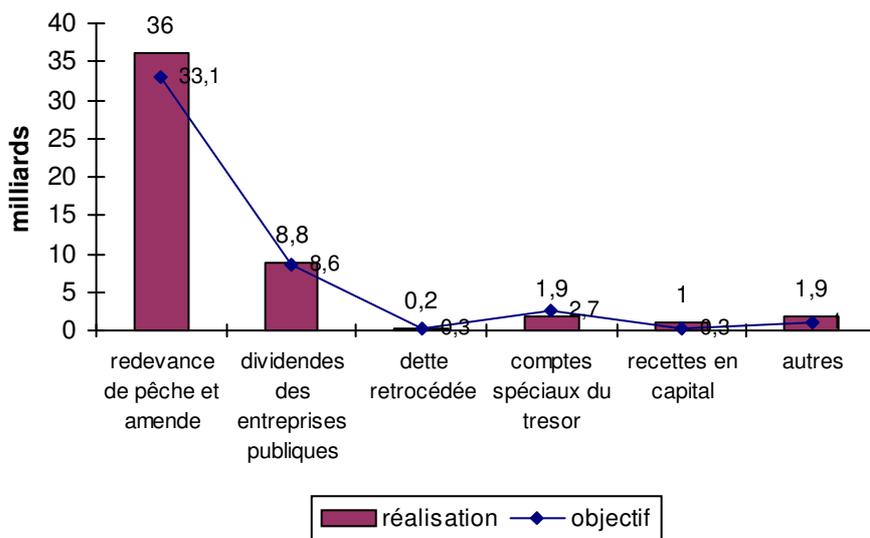
Le graphique 4 met en évidence le degré d'importance des taxes sur les biens et services qui ont réalisé leur maximum au début de la période (mai) pour se maintenir à

un niveau instable mais important durant le reste de la période. En second lieu les impôts sur les revenus et bénéfiques sont arrivés à leur apogée en juin pour se rabaisser en juillet et commencer à onduler par la suite. Les taxes sur le commerce international ont presque suivi une tendance à la baisse, due à un essoufflement des performances. Les autres recettes fiscales se caractérisent par un apport faible mais presque constant.

1.2. Recettes non fiscales et dons

Les recettes non fiscales de la période (du 1^{er} mai au 31 octobre) s'élèvent à 49.8 milliards UM pour un objectif de 44.4 milliards, soit un excédent de 5.4 milliards UM. Cela est dû aux mêmes raisons citées plus haut qui sont le versement annuel de compensation de l'union européenne qui a constitué le montant le plus important, et les dividendes des entreprises publiques (SNIM). (Il est à noter que les recettes non fiscales proviennent majoritairement du secteur de la pêche).

Graphique 5 : performances globales des recettes non fiscales et dons



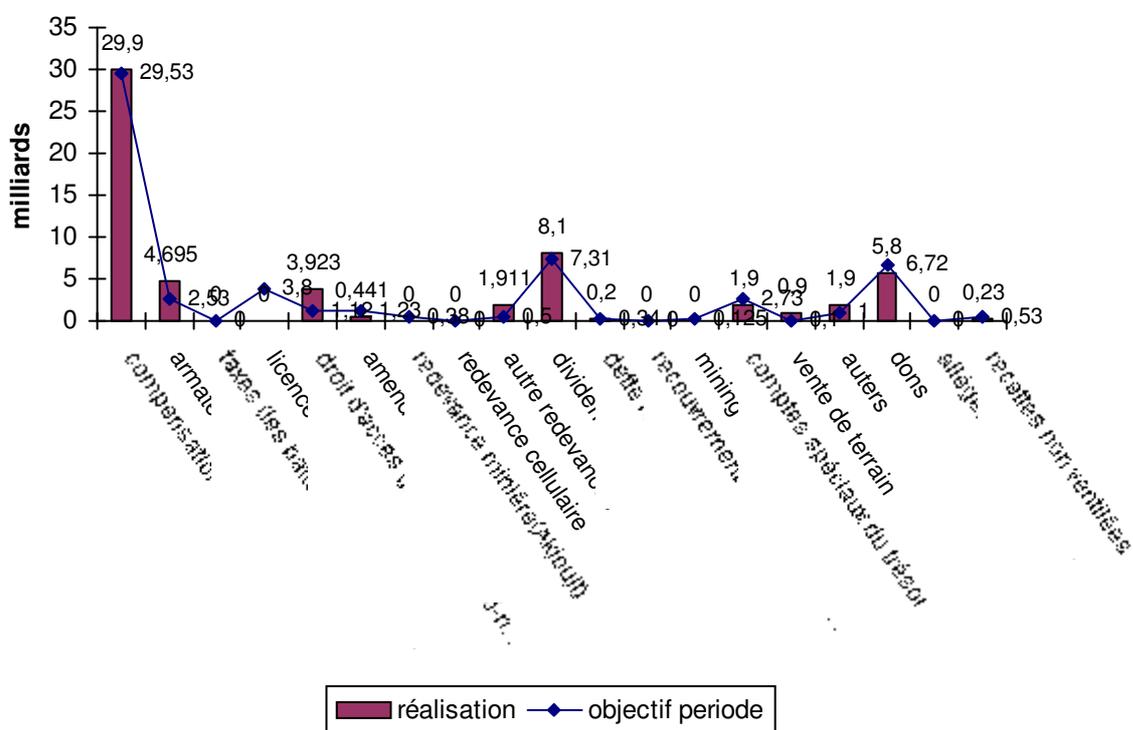
Selon le modèle TOFE¹ arrêté avec le FMI (cf. Annexe 1), les recettes non fiscales contiennent aussi les recettes des comptes spéciaux du Trésor ainsi que les recettes en capital.

Le graphique 5 illustre que les postes constituant les recettes non fiscales ont dépassé en majorité l'objectif de la période et réalisé une bonne performance, sauf le cas des « dettes rétrocédées » et les « comptes spéciaux du trésor » qui se situaient en dessous de l'objectif de la période.

Il est rappelé que les redevances de pêche constituent la première source des recettes non fiscales.

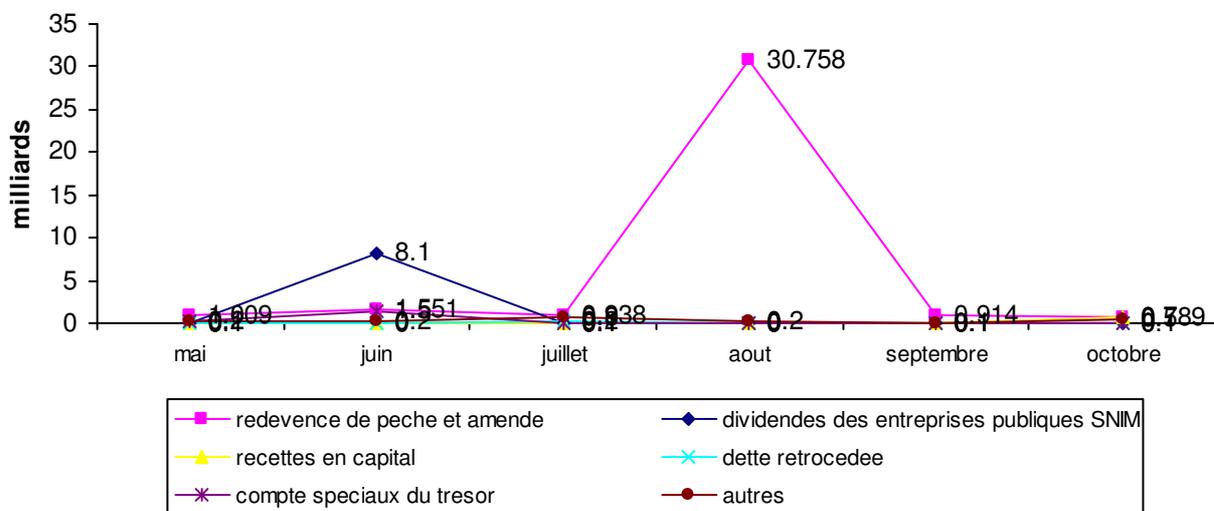
¹ Tableau des Opérations Financières de l'Etat.

Graphique 6: performances détaillées des recettes non fiscales et dons



Une analyse détaillée des postes des recettes non fiscales et dons confirme l'importance de la compensation financière, puisqu'elle constitue à elle seule 58% de ces recettes. Elle est suivie par les dividendes des entreprises publiques SNIM qui représentent 16.2%. Les redevances des armateurs ont pour leur part largement dépassé l'objectif. Il en est de même pour les autres redevances comme le montre le graphique. Les autres recettes sont par contre loin en dessous des prévisions, ce qui découle d'un effort sensible de leur ventilation. Les dons ont presque atteint l'objectif.

Graphique 7: Evolutions des recettes non fiscales pour la période du 1er mai au 31 octobre

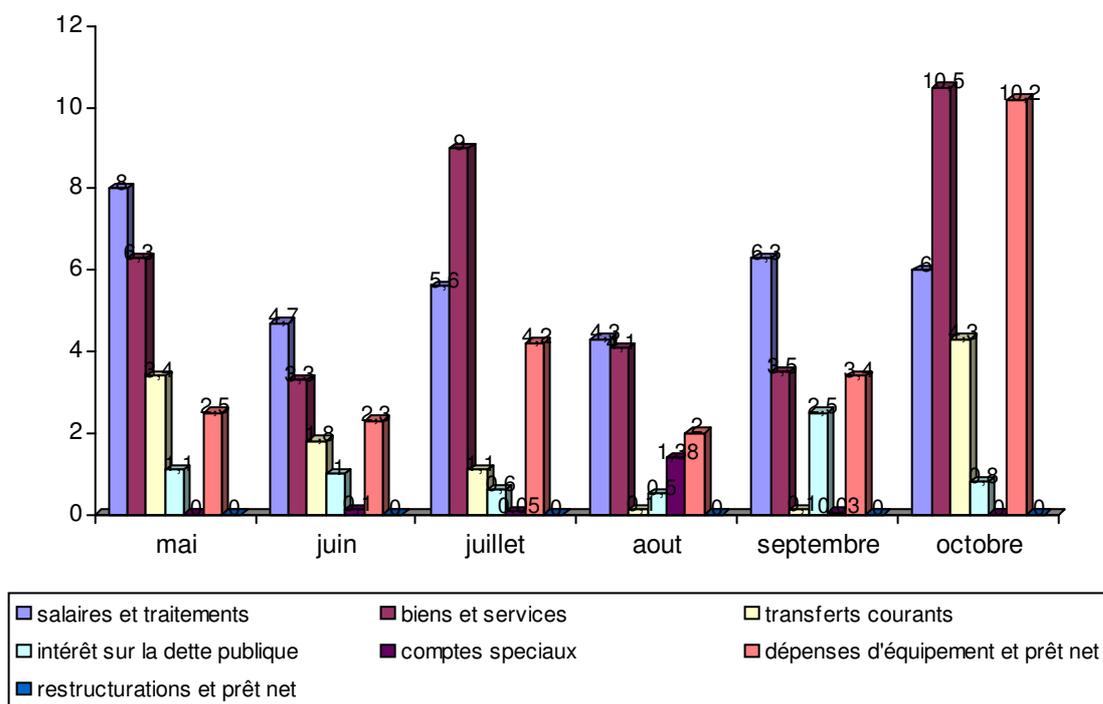


L'évolution des recettes non fiscales durant la période suit presque la même tendance de baisse sauf le cas des redevances et amendes de pêche ainsi que des dividendes des entreprises publiques SNIM, qui ont enregistré des montants plus importants ainsi qu'une plus forte évolution. En effet, tous les autres postes ne représentent que des niveaux faibles et n'ont connu que de faibles fluctuations durant cette période pourtant longue.

2. Dépenses

Les dépenses totales enregistrées au cours de la période du 1^{er} mai au 31 octobre 2007 s'élèvent à 115 milliards. Elles se situaient donc en deçà de l'objectif de la période, qui est de 124.934 milliards UM, à cause du changement du gouvernement et de la réorganisation administrative instaurée à cette occasion.

Graphique 8 : Evolutions des dépenses et prêts nets de la période du 1er mai au 31 octobre

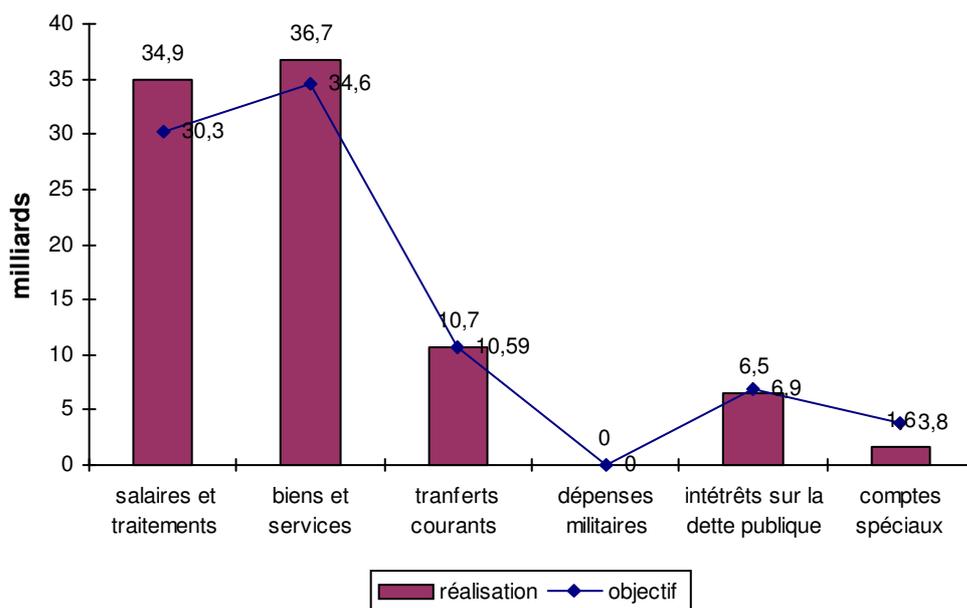


Le graphique 8 permet de souligner qu'il y a une variation d'un mois à l'autre, à cause de la loi de finances rectificative adoptée par le nouveau gouvernement pourtant passée au parlement pour le vote au courant du mois de mai, mais qui n'a été exécutée qu'à partir du mois de juillet. Il ressort du graphique qu'il y a eu une maîtrise des dépenses pendant les mois d'août et de septembre, suivie d'augmentations significatives au mois d'octobre surtout pour les quatre postes « traitements et salaires », « biens et services », « subventions et transferts », et « dépenses d'équipement et prêts net ».

2.1 Dépenses de fonctionnement

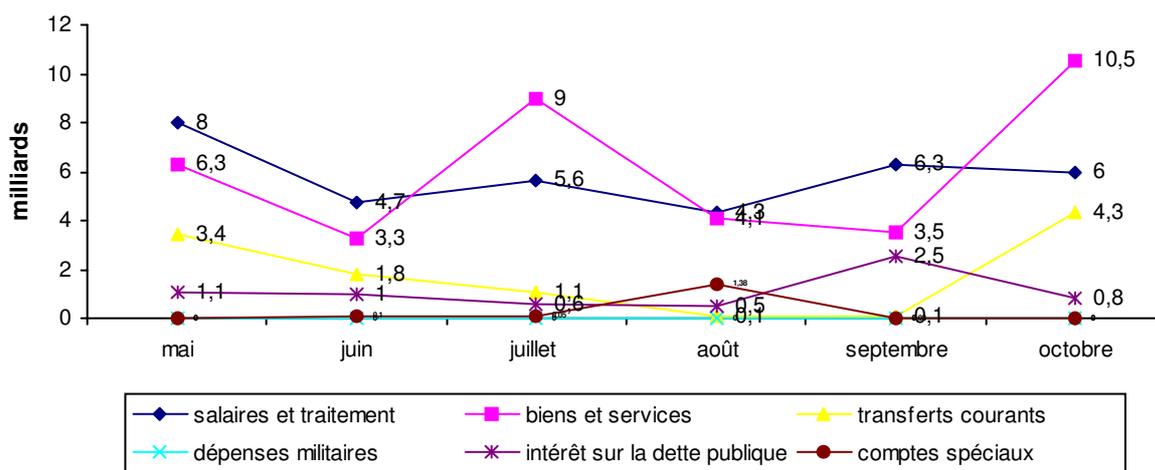
La majorité des postes de dépense de fonctionnement de l'Etat ont dépassé les prévisions, c'est nettement le cas des traitements et salaires manifestant un dépassement de 4.6 milliards UM. Les biens et services ont aussi dépassé l'objectif de 2.1 milliards UM, et les transferts courant ont dépassé de 0.2 milliards.

Graphique 9: performances des dépenses de fonctionnement



Les « intérêts sur la dette publique » sont égaux à l'objectif, ce qui dénote d'une bonne prévision de celui-ci. Et les dépenses sur « comptes spéciaux du trésor » sont en deçà de l'objectif. Ils ont en effet durant la période observée atteint 1.6 milliards, pour des recettes de 1.898 milliards UM.

Graphique 10: Evolution des dépenses de fonctionnement pour la période du 1er mai au 31 octobre



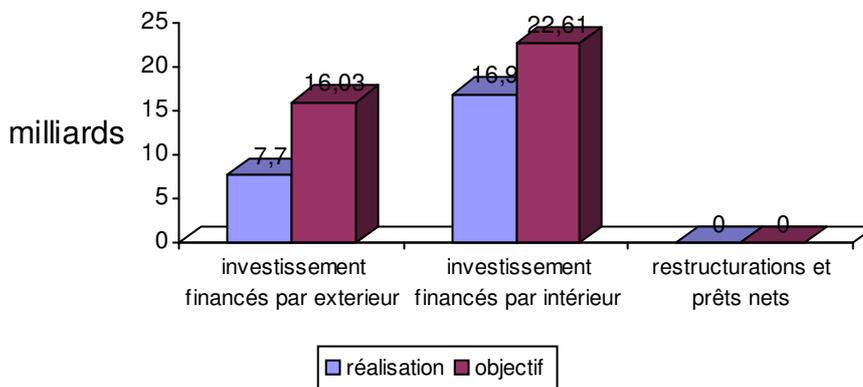
Dans le graphique on observe une variation d'un mois à l'autre des différents postes des dépenses de fonctionnement déjà constaté dans l'analyse des dépenses totales de l'Etat, à savoir les « traitements et salaires » et les « biens et services » qui ont presque suivi le même rythme d'évolution et n'ont pas respecté la programmation des

dépenses. Les <<transferts courants>> ont presque respecté l'objectif. Les autres postes allient une évolution faible à un montant peu élevé ou nul.

2.2 Dépenses d'investissements

Durant la période du 1^{er} mai au 31 octobre 2007, les dépenses d'investissement se situent en deçà de l'objectif de la période, puisqu'elles s'élèvent à 24.6 milliards UM, pour un objectif de 38.64 milliards UM.

Graphique 11: Evolution des dépenses d'investissements pour la période du 1er mai au 31 octobre



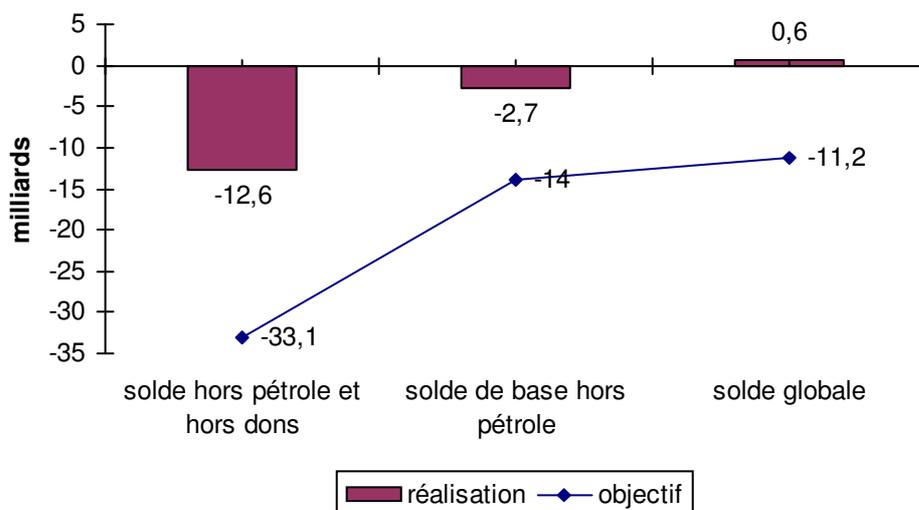
Le graphique montre que les investissements financés par l'Etat et les investissements financés par l'extérieur se sont situés en deçà des objectifs.

3.solde

Le Solde de base hors pétrole, qui est la différence entre les Recettes totales (hors dons et hors recettes pétrolières), et les Dépenses totales (sans les intérêts sur la dette publique extérieure, et les investissements financés par l'extérieur), a atteint dans la période du 1^{er} mai au 31 octobre un déficit de **-2.7 milliards UM** contre un solde programmé de -14 milliards UM.

A l'image du Solde de base, le Solde hors pétrole et hors dons, résultant de la différence entre les Recettes totales (hors dons et hors recettes pétrolières) et les Dépenses totales, a enregistré lui aussi un déficit de **-12.6 milliards UM** (pour une programmation de -33.1 milliards UM).

Graphique 12 : comportement des soldes



Le graphique 12 montre que les soldes sont largement en dessus de l'objectif, d'où une amélioration des soldes due aux contraintes déjà évoquées de l'exécution des dépenses durant la période.

C'est le solde global, différence entre recettes totales (y compris dons et recettes pétrolières) et dépenses totales, qui réalise la meilleure performance durant cette période puisqu'il s'élève à 0.6 milliards UM, pour un objectif de -11.2 milliards UM, grâce aux recettes fiscales et non fiscales qui ont dépassé les prévisions.

Graphique 13 : Evolution mensuelle du solde



Le graphique 13 montre la variation des soldes d'un mois à l'autre avec le même rythme, puisqu'ils ont commencé leur base à (-9.6, -7.7, -8.2) en mai et enregistré une bonne performance en juin, où un solde positif de (10.1, 12.2, 0.66) milliards UM a été

enregistré pour se rabaisser en juillet. Ils arrivent à leur sommet en août et se rabaisser à leur plus bas niveau qui est respectivement (-21.5, -21.1, -14.5) en octobre.

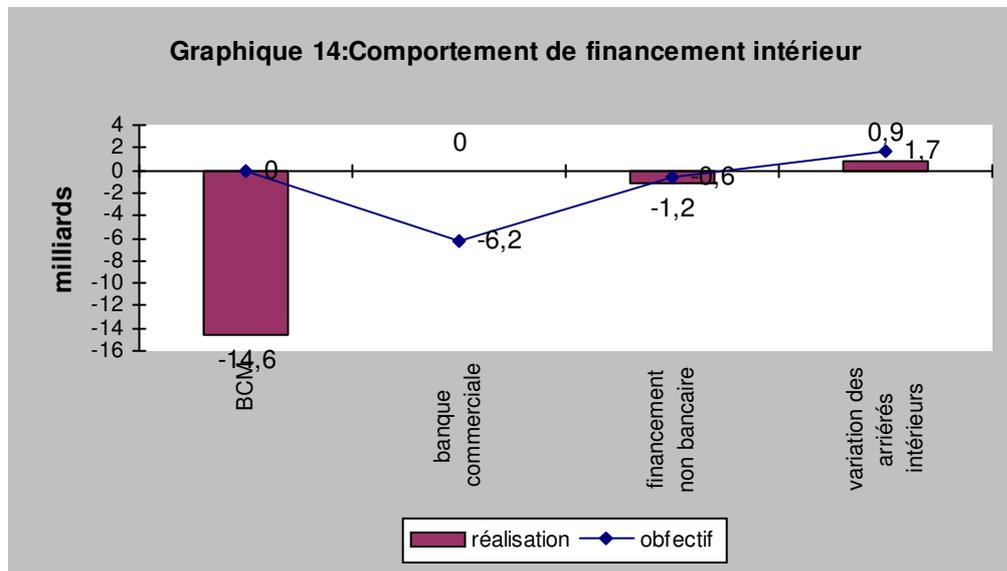
Les déficits de la période étaient relativement importants mais cela a été compensé par les bonnes performances des mois de juin et août.

4. Financement

A partir des données extraites du TOFE de la période du 1^{er} mai au 31 octobre 2007, on déduit que la principale source du financement du budget de l'Etat sont les recettes de celui-ci, qui ont réalisé une bonne performance qui en outre a permis à la DTCP d'améliorer le solde du compte courant à la BCM et du maintien d'un modeste niveau d'instances.

4.1 Financement intérieur

Le financement intérieur a été marqué par l'amélioration de la (position du compte courant de -14.6), et le maintien du stock bancaire des bons du trésor (0) bien qu'il était prévu de réduire ce stock de 6.2 Milliards.



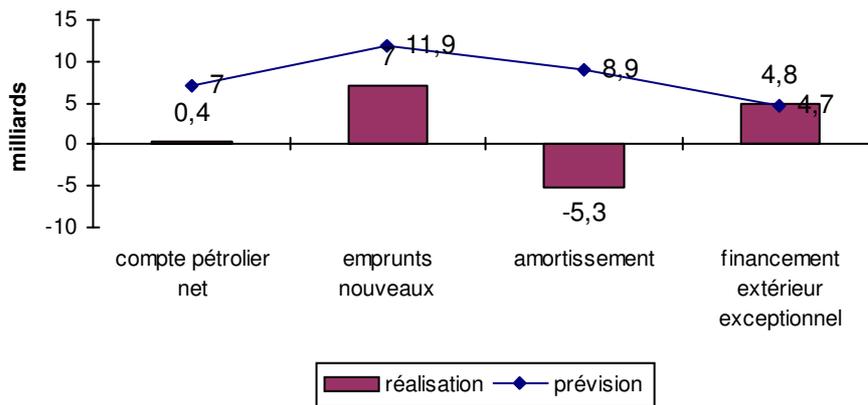
Au niveau du système non bancaire, l'Etat s'est désendetté à hauteur de 1,2 milliards UM, pour un objectif de 0.6 milliards UM, seulement.

Les variations des arriérés intérieurs se situaient en deçà de l'objectif.

4.2 Financement extérieur

Le 400 millions de déficit enregistré durant cette période sur le compte pétrolier offshore², sont la différence entre les recettes pétrolières de la période (7.4 milliards UM), et le totale des dépenses effectuées en octobre sur ce compte (7.8 milliards UM).

Graphique 15: Comportement du financement extérieur



Les financements extérieurs sont largement en dessous de l'objectif, sauf le financement exceptionnel qui l'a juste atteint constituant ainsi la première source de financement pour cette période. Les emprunts nouveaux viennent en deuxième position avec un financement de 7 milliards UM.

Au niveau du TOFE (cf. annexe 2), il y a une rubrique consacrée aux erreurs et omissions, qui correspond à la différence entre le montant total du financement et le solde global. Cette rubrique permet de mesurer l'ampleur des erreurs d'affectations survenue durant cette période. Elle n'est que de -1,7 milliards UM ce qui traduit une qualité satisfaisante de l'information financière.

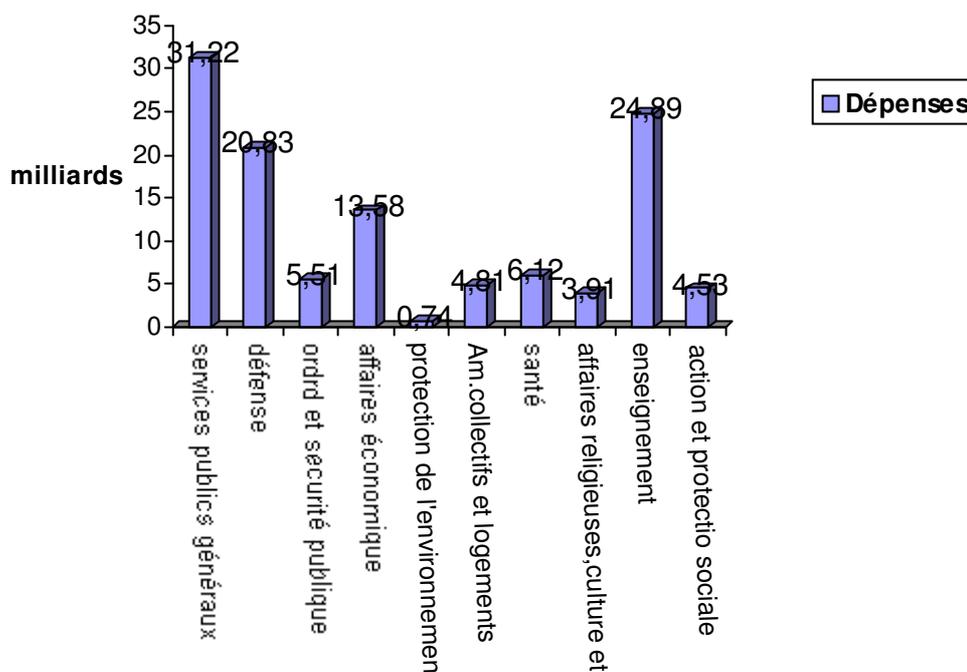
² Ouvert à la Banque de France le 14 juin 2006.

5. Classification fonctionnelle

5.1 Classification générale

C'est un modèle normalisé par le fond monétaire international qui permet de suivre l'exécution des dépenses budgétaires des pays et de comparer cette exécution.

Graphique 16: Resultat pour les principales fonctions

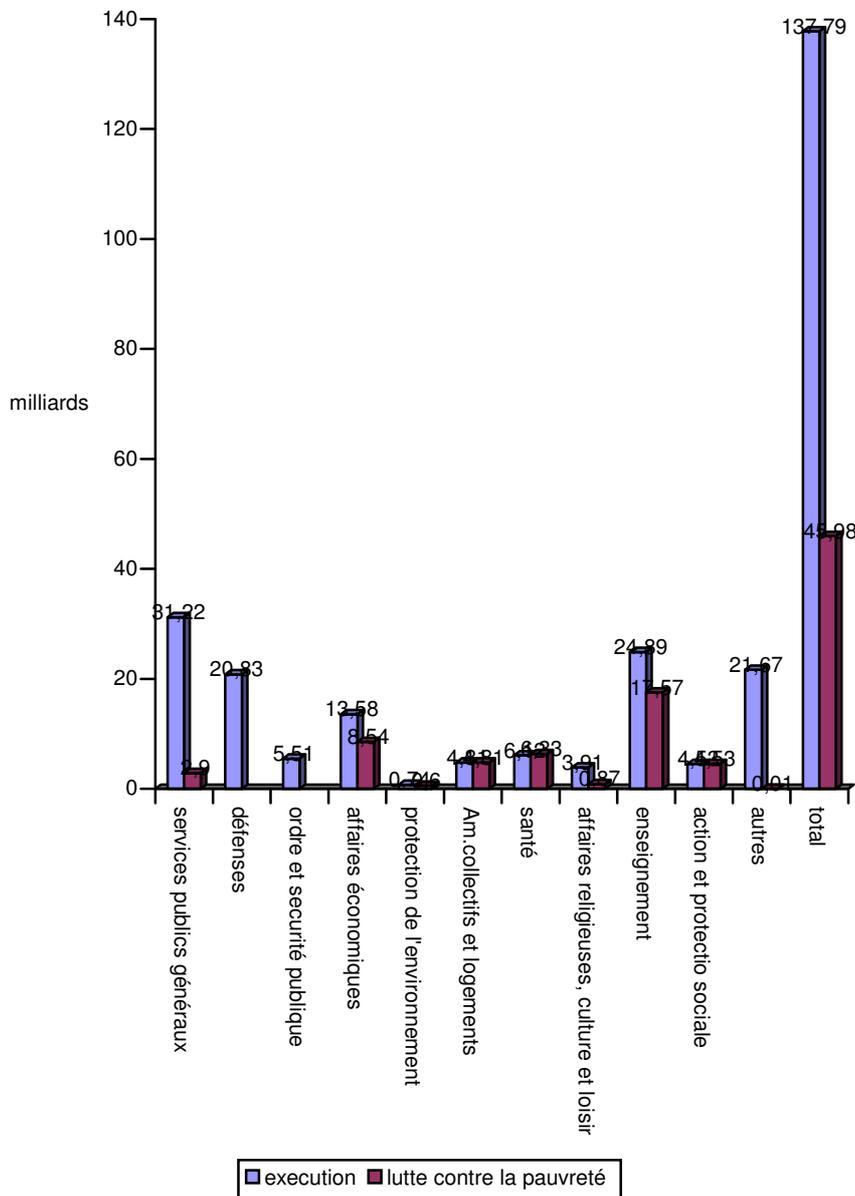


Le graphique 16 présente l'exécution des dépenses suivant les 10 fonctions principales de la nomenclature fonctionnelle. Il montre que les services publics généraux ont connu une exécution très importante (31.22 milliards UM) durant la période. L'éducation vient en second lieu avec (24.89 milliards UM), suivi par la défense et les affaires économiques avec respectivement (20.83 et 13.58 milliards UM).

5.2 Dépenses de lutte contre la pauvreté

Certaines sous fonctions de la nomenclature identifiées comme un intermédiaire servant directement à la lutte contre la pauvreté.

Graphique 17: Execution des dépenses de lutte contre la pauvreté



Le graphique 17 illustre que les dépenses de lutte contre la pauvreté représentent presque le tiers des dépenses totales puisqu'ils atteignent 45.98 milliards UM.

Les dépenses de lutte contre la pauvreté représentent la totalité des postes « Action et protection sociale », « Santé » et « Aménagement collectifs et logements ». Ils constituent aussi une part importante des dépenses pour l'éducation et les affaires économiques, mais ils ne représentent qu'une très faible part des « Services publics généraux ».

Annexe 1 : Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE)(haut de la ligne)

Tableau des opérations financières de l'Etat	mai-07	juin-07	juil-07	août-07	sep	oct	réalisation	objectif
Recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières)	13,0	23,8	13,4	39,3	8,7	17,3	115,6	113,7
Recettes totales et dons	12,4	23,3	11,0	38,9	8,4	14,2	108,2	98,5
Recettes totales hors dons	11,6	23,2	10,1	38,8	8,4	10,4	102,4	91,8
Recettes fiscales	10,1	11,5	7,6	7,8	7,3	8,3	52,7	47,4
Impôts sur revenus et bénéfices	2,6	4,5	2,0	1,9	2,3	2,1	15,5	13,3
Taxes sur les biens et services	5,6	5,3	3,9	3,8	3,4	4,2	26,2	24,9
Taxes sur le commerce international	1,8	1,7	1,4	1,8	1,5	1,7	9,8	8,1
Autres recettes fiscales	0,1	0,0	0,3	0,2	0,1	0,3	1,1	1,1
Recouvrement sur les années précédentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
<i>Recettes non encore ventilées</i>	0,0	-0,1	0,3	0,0	0,0	0,1	0,2	0,3
Recettes non fiscales	1,4	11,7	2,4	31,0	1,1	2,1	49,8	44,4
Redevance de pêche et amendes	1,009	1,551	0,938	30,758	0,914	0,789	36,0	35,7
Dividendes des entreprises publiques	0,0	8,5	0,3	0,0	0,0	0,0	8,8	8,7
Dette retrocedee et recouvrements	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2	0,3
Comptes spéciaux	0,2	1,5	0,1	0,0	0,1	0,1	1,9	2,7
Recettes en capital	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,7	1,0	0,3
Autres	0,2	0,2	0,8	0,2	0,1	0,5	1,9	1,0
Dons	0,9	0,0	0,9	0,2	0,0	3,8	5,8	6,7
Projets	0,1	0,03	0,33	0,19	0,00	0,00	0,7	4,1
Aide budgétaire	0,7	0,0	0,6	0,0	0,0	3,8	5,1	1,9
<i>Dont: assistance PPTE</i>						0,1	0,1	2,3
<i>Dont: assistance PPTE (hors BCM et SNIM)</i>							0,0	0,4
<i>Dont: assistance PPTE (BCM et SNIM)</i>			0,6			0,6	1,2	1,7
<i>Autres dons (IRDM, FMI)</i>							0,0	0,0
Dépenses et prêts nets	21,2	13,1	20,6	12,3	15,8	31,8	115,0	124,9
Dépenses courantes	18,8	10,9	16,4	10,3	12,4	21,6	90,4	86,3
Salaires et traitements	8,0	4,7	5,6	4,3	6,3	6,0	34,9	30,3
Biens et services	6,3	3,3	9,0	4,1	3,5	10,5	36,7	34,6
<i>Dont: processus électoral</i>							0,0	2,7
<i>dont:sur financement extérieur</i>							0,0	0,7
Transferts courants	3,4	1,8	1,1	0,1	0,1	4,3	10,7	10,6
Dépenses militaires							0,0	0,0
Intérêts sur la dette publique	1,1	1,0	0,6	0,5	2,5	0,8	6,5	7,0
Extérieurs	0,7	0,5	0,1	0,1	0,4	0,4	2,2	2,3
Intérieurs	0,5	0,4	0,5	0,4	2,1	0,5	4,3	4,6
Comptes spéciaux		0,1	0,05	1,38	0,03	0,00	1,6	3,8
Dépenses d'équipement et prêts nets	2,5	2,3	4,2	2,0	3,4	10,2	24,6	38,6
Investissement financés par extérieur***	1,2	1,5	1,8	1,4	1,7	0,0	7,7	16,0
Investissement financés par intérieur	1,2	0,7	2,5	0,6	1,7	10,2	16,9	22,6
Restructurations et prêts nets							0,0	0,0
Autres dépenses							0,0	0,0
Solde hors pétrole; dons non compris (déficit -)	-9,7	10,1	-10,5	26,4	-7,4	-21,5	-12,6	-33,1
Solde hors pétrole; dons compris (déficit -)	-8,8	10,1	-9,6	26,6	-7,4	-17,7	-6,8	-26,4
Solde de base hors pétrole (déficit -)	-7,7	12,2	-8,6	28,0	-5,3	-21,1	-2,7	-14,0

Annexe 2 : Compte pétrolier et bas de la ligne du TOFE

Tableau des opérations financières de l'Etat	mai-07	juin-07	juil-07	août-07	sept-07	oct-07	réalisation	objectif
Recettes pétrolières (net)	0,59	0,51	2,45	0,37	0,33	3,15	7,4	15,2
Solde global; dons non compris (déficit -)	-9,7	10,1	-10,5	26,4	-7,4	-21,5	-12,6	-33,1
Solde global; dons compris (déficit -)	-8.2	10.6	-7.2	27.0	-7.1	-14.7	0.6	-11,2
							0,0	0,0
							0,0	0,0
Financement	8.2	-10.6	7.2	-27.0	7.1	14.7	-0.6	11,2
Financement intérieur	5,1	-14,4	6,2	-26,3	4,4	17,5	-7,6	-10,9
Système bancaire	-1,6	-6,0	9,2	-27,2	4,7	6,3	-14,6	-15,6
BCM	-0,02	-10,43	10,70	-25,12	6,65	3,62	-14,6	-9,4
Compte courant	0,9	-12,0	12,4	-26,2	7,9	5,5	-11,6	-7,4
Comptes divisionnaires	-0,1	-3,0	-3,1	3,0	-1,2	-1,6	-6,1	-2,0
Allègements	0,0	-0,3	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,5	-0,2
CAS	-1,0	5,0	0,0	-1,9	-0,4	-0,2	1,5	-0,3
Autres	0,1	-0,1	1,7	0,2	0,6	-0,1	2,4	0,0
Encaisses	0,1	0,1	-0,2	-0,2	-0,3	0,3	-0,3	0,5
Banques commerciales	-1,58	4,43	-1,52	-2,06	-2,00	2,72	0,0	-6,2
Financement par bons du Trésor	-2,04	4,4	-1,4	-2,1	-1,8	2,9	0,1	-5,7
Obligations cautionnées (traites)	0,4	0,2	-0,1	0,033	-0,2	-0,2	0,0	-0,4
Variation CCP dans les banques	0,04	-0,2					-0,1	0,0
(3) Financement non-bancaire	1,4	-4,4	-3,0	2,3	1,3	1,2	-1,2	-0,6
(4) Variation des arriérés intérieurs	0,0	-0,2	1,1	-0,1	-0,9	0,9	0,9	1,7
Apurement	-0,6	-0,7	-0,5	-1,6	-1,6	-0,7	-5,6	8,0
Accumulation	0,6	0,5	1,6	1,5	0,7	1,5	6,5	-0,5
Instances du Trésor	0,0	-0,1	1,1	-0,1	-0,9	0,9	0,9	1,7
Apurement	-0,6	-0,7	-0,5	-1,6	-1,5	-0,7	-5,6	6,4
Accumulation	0,6	0,5	1,6	1,5	0,7	1,5	6,5	-0,5
Dette croisée et autres engagements de l'Etat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Apurement		-0,02	0,00	0,00	-0,01	0,00	0,0	1,6
Accumulation							0,0	0,0
Financement extérieur	3,05	5,96	-1,18	0,81	1,38	-3,15	6,9	18,3
Compte pétrolier (net)	2,1	4,6	-2,4	-0,4	-0,3	-3,2	0,4	7,0
Recettes pétrolières (net)	-0,6	-0,5	-2,4	-0,4	-0,3	-3,2	-7,4	-15,2
Contribution du compte pétrolier	2,7	5,1	0,0	0,0	0,0	0,0	7,8	22,2
Autres (net)	0,9	1,3	1,3	1,2	1,7	0,0	6,4	11,4
Emprunts extérieurs (net)	0,36	0,56	0,06	0,68	0,95	-0,92	1,7	6,7
Emprunts nouveaux	1,11	1,5	1,5	1,3	1,7		7,0	11,9
Amortissement	-0,7	-0,9	-1,4	-0,6	-0,7	-0,9	-5,3	8,9
Financement extérieur exceptionnel	0,6	0,8	1,2	0,5	0,8	0,9	4,8	4,7
Erreurs et omissions	-1,218	1,097	-0,848	-0,133	1,101	-1,661	-1,7	1,1